

L' Union conclue chez Charles Picqué, à Bruxelles...

La reconduction de la liste d'Union francophone – Union – était donc loin d'être acquise. Les FDF, qui avaient la main (avec le bourgmestre non nommé mais en place), avaient posé leurs conditions de francophonissimes à leurs alliés MR et CDH, après le divorce MR–FDF.

De leur côté, les libéraux et humanistes entendaient amener les amarante à plus de « modestie », eux qui, via ce divorce MR–FDF, avaient vu le CDH les dépasser en nombre d'élus (8) et s'installer en tête des partis de la majorité. Les FDF comptant 6 élus, le MR 3 et le PS 1.

Les négociations furent mouvementées. L'électeur a failli se retrouver face à deux listes « de rassemblement » francophones : l'une formée autour du CDH et du MR, l'autre emmenée par les FDF, tirant des candidats PS et Écolo.

Et puis, une proposition de médiation vint. du président des socialistes bruxellois, Rudi Vervoort. Les négociations finales se sont déroulées au cabinet du ministre–président PS de la Région bruxelloise, Charles Picqué, en présence de tous les protagonistes.

Véronique Caprassé (FDF), candidate bourgmestre refusée, elle aussi, emmènera la liste Union sur laquelle figureront FDF, MR, CDH, PS et Écolo. Notons que chaque formation fait campagne sous son sigle, en insistant sur ses spécificités. Pourquoi ces retrouvailles de (presque) dernière minute ?

Avec 18 élus sur 23, les francophones ne risquaient pas de perdre leur majorité. Mais se présenter divisés à l'électeur augmentait la probabilité de voir l'élection (directe) d'un échevin néerlandophone, source de blocage au sein du collège et de détours obligés par le conseil communal pour l'adoption de projets. Et ceci d'autant que d'autres listes se présentent à l'électorat francophone et font chuter le seuil électoral.

« Paix communautaire au village »

Parmi ces listes, « Kraainem–Unie », issue du « mouvement citoyen » du même nom, fondé en janvier 2012. Cette liste bilingue, qui compte un candidat anglo–néerlandais, Carel Edwards (3e), est tirée par Bertrand Waucquez, ex–membre du Parti populaire et coordinateur du cartel pro–belge Belg–Unie. « Kraainem–Unie » veut « instaurer la paix communautaire au village » et prône l'élection d'un échevin

néerlandophone. Plus encore, la liste veut établir un nouveau « contrat social » via la création d'un service de volontariat multilingue, axé sur les services de proximité.

Sur la liste flamande « Open », emmenée par le député VLD, ex-échevin, Luk Van **Biesen**, figurent à la fois un N-VA (5e), un Autrichien (17e), un Suédois (16e) et deux aristocrates francophones (14 et 21e). Luk Van **Biesen** rappelle « le bon vieux temps où Open ouvrait, au collège, au rapprochement des communautés » au sein de Kraainem Animate, dissoute depuis.

Le rapprochement des communautés est aussi au programme de la liste Union qui veut « promouvoir les activités culturelles bicommunautaires ». La liste promet aussi de mieux communiquer sur les chantiers, de présenter un compte simplifié sur le site communal. Mais aussi de défendre les droits et acquis des francophones, lutter contre la limitation des transactions immobilières (décret « Wonen in eigen streek »).

Parce que, comme le dit André Cebera (PS), « on a voté une réforme institutionnelle à vocation pacificatrice mais ne soyons pas naïfs. Tout n'est pas réglé pour autant. »

© 2012 Le Soir